

#006/10/2021

KANU

s'accepter et découvrir

KANU LEADS

PORTRAIT :

ESPOIR DOSSAH
ALFRED BEWINDIN SAWADOGO

DOSSIER DU MOIS

ADÉQUATION FORMATION – EMPLOI :

LES ENJEUX POUR LES ÉCOLES
DE FORMATION SUPÉRIEURE

LA GRANDE INTERVIEW

HUGUES FABRICE ZANGO

CHAMPION AUX JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO 2020

« J'AI TOUJOURS CULTIVÉ
L'EXCELLENCE ET POUR MOI
C'EST UNE VERTU »



OUAGA MEET-UP

À LUMBILA DUNIA BEACH AZALAÏ

ÉDITION 2021

THÈME ÉDITION 2021

**MASTERISEZ VOTRE PRODUCTIVITÉ AU TRAVAIL
ET VOTRE BIEN-ÊTRE À L'ÈRE DU DIGITAL.**

PROGRAMME

**NETWORK * LOBBY * OPPORTUNITES D'AFFAIRES
* DIVERTISSEMENT * PRODUCTIVITÉ * BIEN-ETRE**

**28 AU 30
OCTOBRE 2021**

- **LES CHEFS D'ENTREPRISE (PME ET GRANDES ENTREPRISES) ;**
- **LES RESPONSABLES ET MANAGERS D'ENTREPRISES ;**
- **LES PROMOTEURS DE START-UP ;**
- **LES RESPONSABLES D'ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ;**
- **LES MANAGERS DE STRUCTURES, DE PROJETS ET DE PROGRAMMES ÉTATIQUES**

OBTENEZ VOTRE PROFESSIONAL CERTIFICATE

INSCRIPTION ET INFOLINE :

☎ (+226) 62327777 / 74936240 / 25375026

✉ contact@cskconseils.com

OUAGA MEET-UP, LE RENDEZ-VOUS DES CRÉATEURS DE RICHESSES.

SOMMAIRE

#006-OCTOBRE 2021

EDITORIAL	PAGE 05
LA GRANDE INTERVIEW	PAGE 07
KANU LEAD	PAGE 11
GRAND ANGLE	PAGE 17
DOSSIER DU MOIS	PAGE 21
BUSINESS AND EVENTS	PAGE 25
ENTRETIEN	PAGE 31
TRIBUNE POLITIQUE	PAGE 34
PAROLE À VOTRE FISCALISTE	PAGE 37
TRIBUNE	PAGE 39



SERVICE COMMERCIAL

CONTACTS: +226 74 93 62 40 / 74 69 55 55

ATTACHÉ COMMERCIAL : OUATTARA AFOUSSATOU
CONTACTS: +226 74 09 43 45 / 60 15 58 10

ÉDITORIAL TEAM

DIRECTEUR DE PUBLICATION CYPRIEN KOBOUDE
CONSEILLER ÉDITORIAL JOËL TOKPONOU / COORDINATRICE DE LA RÉDACTION HARMONIE KABORE /
DIRECTION ARTISTIQUE CSK CONSEILS

ADRESSE

www.cskconseils.com / 25375026 - 74936240 /
cskconseils@gmail.com



Complexe Hôtelier *La Villa de l'Intégration*



Offres & Commodités

- Des chambres climatisées
- Salles de Conférences et banquet
- Restaurant gastronomique Africain
- Piscine - Gym - Spa

HAUTEMENT SÉCURISÉ

📍 Rue Bitto, Ouaga 2000, Ouagadougou

☎ (+226) 57 25 00 03

✉ villa-integration@yopmail.com



C'est la rentrée !

Cyprien KOBODE

Nous avons consacré l'éditorial du n°5 de votre magazine du mois de juillet à l'importance des congés dans la planification de l'entrepreneur. L'équipe de rédaction de votre magazine n'a pas dérogé à la règle. Nous avons pris des vacances comme vous pour nous ressourcer et vous revenir avec plus de

détermination à vous servir.

Une lecture facile de l'environnement des entreprises sous nos cieux ferait croire que le manque de financement est le principal problème de nos entrepreneurs. Le manque de vision, la mauvaise gestion du stress, le manque de planification font aujourd'hui le lot des sources des véritables difficultés de nos entreprises.

Le monde de l'entreprise est une arène où seuls ceux qui ont les aptitudes de véritables compétiteurs s'en sortent. On ne se proclame pas compétiteur, on peut ne pas naître avec les aptitudes d'un compétiteur, mais on peut le devenir à force de travail et de formation. On ne doit cesser d'apprendre ou de se former, si on veut avoir une transformation positive de son leadership. Ça doit être une quête permanente et structurée.

Comme un élève qui a réussi son examen de fin d'année dernière, nous entamons la rentrée avec enthousiasme. En même temps comme un élève qui n'a pas réussi à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé l'année précédente, nous reprenons le chemin avec beaucoup de résolutions et de détermination.

Dans ce numéro de la rentrée 2021, nous sommes allés à la rencontre de Hugues Zongo, médaillé aux Jeux Olympiques de Tokyo 2021, qui n'a cessé d'ailleurs d'aligner d'autres victoires non moins prestigieuses, après son sacre au capital du pays du soleil levant.

Dans la rubrique des «KANU Lead», nous vous faisons découvrir deux jeunes qui excellent sur notre continent, chacun dans son domaine de compétence. L'un est un « médecin des entreprises », et l'autre, un marathonien de l'engagement citoyen.

Le «Grand Angle» de ce numéro nous conduit dans l'univers du cacao, cette matière première précieuse dont les pays de l'Afrique de l'Ouest peinent à tirer tout le potentiel économique.

Dans le «Dossier du mois», nous vous faisons toucher du doigt la réalité de l'inadéquation entre les besoins du marché de l'emploi et les offres de formation universitaire. Cette édition de la rentrée, c'est aussi beaucoup d'autres surprises.

**Nos vœux de bonnes reprises.
Bonne lecture.**



TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX
TOUJOURS
PLUS LOIN

LA NOUVELLE **COROLLA** **CROSS** | UN MONDE À PART



- **Passez en classe SUV**
avec toutes les qualités de la Corolla
- **Un SUV compact**
avec un intérieur spacieux
- **Une technologie**
qui offre confort et sécurité

#UnNouveauVoyage



* Les caractéristiques et équipements peuvent faire l'objet de modifications sans notification au préalable

3 ANS DE
GARANTIE
OU 100,000 kms



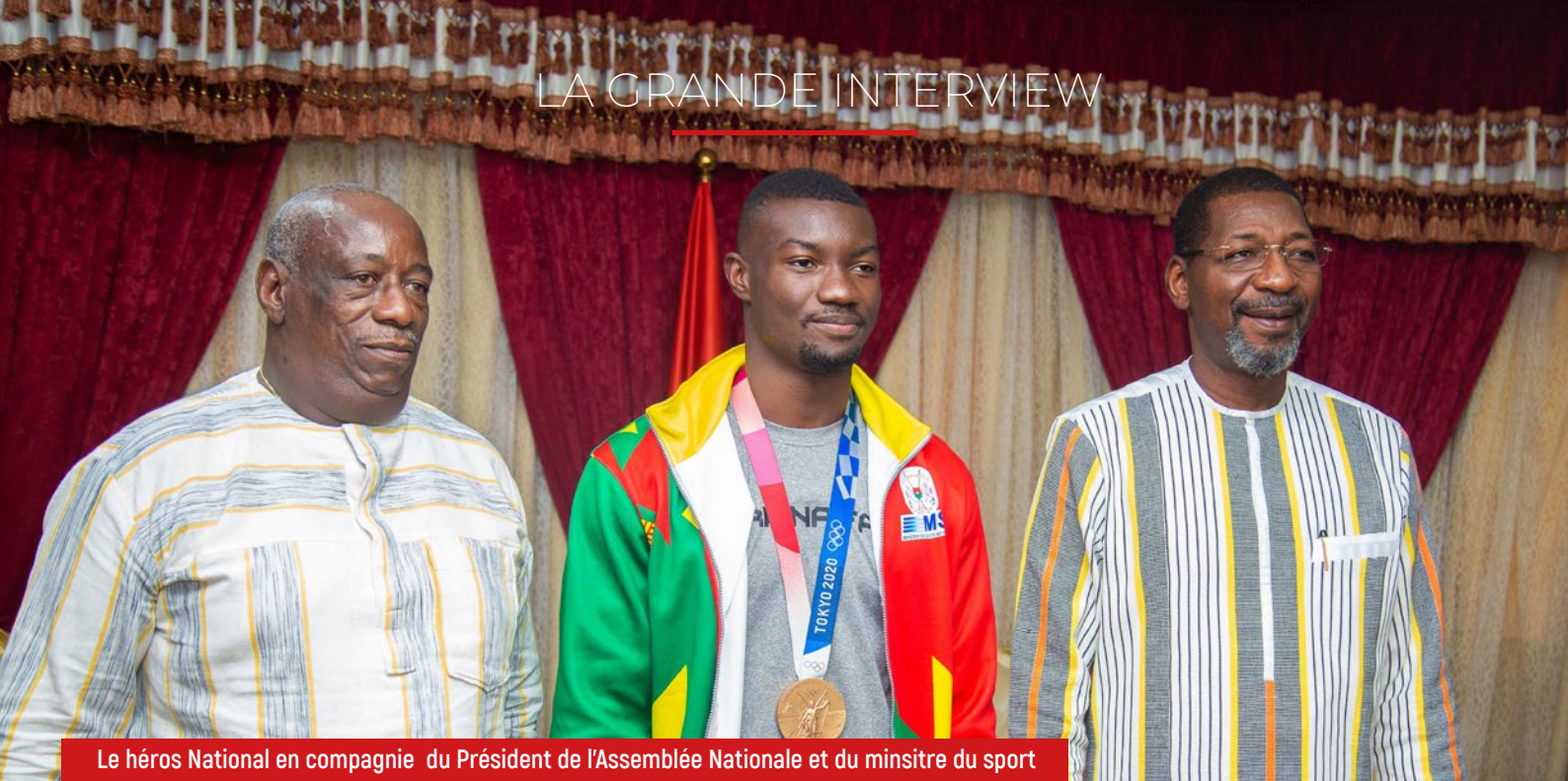
HUGUES FABRICE ZANGO

Champion Olympique de Tokyo 2021

**« J'AI TOUJOURS CULTIVÉ L'EXCELLENCE
ET POUR MOI C'EST UNE VERTU »**

Aux Jeux olympiques de Tokyo 2021, le Burkina Faso entre dans l'histoire grâce à la performance de Hugues Fabrice Zango. Porte-drapeau de la délégation burkinabé, avec la nageuse Sita Ouédraogo, il remporte le 5 août 2021, la médaille de bronze au triple saut, devenant ainsi le premier athlète du Burkina médaillé olympique.

Doctorant en génie électrique, le champion olympique a su allier hautes études et sport d'élite. Natif de Koudougou, une localité située à environ 100 km de Ouagadougou, Hugues Fabrice Zango, 28 ans, nourrit de grands rêves pour son pays natal et le continent africain. Son ambition, « devenir un modèle de réussite et une source d'inspiration » à la jeunesse africaine dont il porte les valeurs. Interview...



Hugues Fabrice Zango, médaillé de bronze aux Jeux olympiques de Tokyo en 2021. Vous y croyiez avant ce jour du 5 août 2021 ?

Être médaillé à des Jeux olympiques n'est jamais le fruit du hasard. C'est le fruit d'une longue préparation physique et mentale ; d'expériences dans et en dehors du sport. J'étais arrivé sur la piste de compétition le 5 août 2021 armé de tout cela, et ne pas y croire c'était arrêter de rêver ; et arrêter de rêver, c'est arrêter de vivre. J'ai cru en mes moyens et tous mes supporters ont cru en moi et nous l'avons fait.

Parlez-nous de votre préparation aux Jeux olympiques de Tokyo

Je suis arrivé dans l'athlétisme, il y a 10 ans. La préparation a donc commencé depuis une décennie au stade du 4 août de Ouagadougou. Mon rêve de médaille, quant à lui, a débuté en 2012. En ce moment-là, c'était facile de pirater mon ordinateur puisque le mot de passe était toujours « Jeux olympiques ». Avec les moyens du Burkina Faso, j'ai pu travailler jusqu'en 2016 sous les conseils de mon coach Christian Sanon. J'avais déjà réussi à frapper aux portes du haut niveau, mais je ne pouvais pas

encore prétendre à une médaille mondiale. C'est en fin 2018 que les choses ont rapidement évolué quand j'ai intégré le groupe d'entraînement de Teddy Tamgho qui m'a apporté le plus nécessaire pour m'élever dans le top 3 mondial en un an.

Les trois derniers mois avant les JO, nous avons fait notre plus grosse préparation dans les îles Canaries. C'était très intense ! Puis nous avons abordé la phase d'affutage et de compétition. C'était une mise au vert ! On affronte nos adversaires dans des meetings pour aiguiser notre lame et notre envie. Nous avons essayé de rectifier les fautes techniques lors des compétitions et jouer notre stratégie pour les jeux.

Les embûches n'ont pas manqué sur votre chemin. D'où tirez-vous la motivation pour continuer ?

Ma motivation est forcément extra sportive. J'ai toujours cultivé l'excellence et pour moi c'est une vertu que nous devons tous rechercher. Je suis très têtu quand il s'agit de réaliser mes rêves et les échecs sont des défis qui forgent mon caractère. La fatigue, les douleurs sont les preuves que je suis encore vivant, donc je me bats au quotidien pour devenir un modèle pour

moi-même. Parce que, si je suis fier de moi-même, mes proches le seront forcément : c'est ma motivation première. Ensuite, on aimerait, bien sûr, changer notre temps contre des œuvres éternelles et je pense que je touche cet objectif avec cette première médaille historique pour le Burkina. Mais ce n'est que la première pierre de l'édifice, il y a encore beaucoup à faire.

Vous détenez le record du monde de triple saut masculin en salle en réalisant un saut de 18,07 m au Stadium Pellez d'Aubière le 16 janvier 2021. Ainsi, vous devenez premier homme à sauter au-delà des 18 mètres en salle. Comment arrive-t-on à relever ce genre d'exploit ?

Il faut beaucoup de travail et un effort mental pour explorer un niveau non encore atteint par un humain. Je me sens chanceux d'avoir pu réaliser cet objectif parce que c'était bel et bien un objectif. A partir du moment où je veux toucher le sommet, je me suis conditionné à pousser mon corps dans ses retranchements et au-delà. Cela m'a permis de me rapprocher de mon plein potentiel pour faire cette performance.

Vous préparez votre thèse en génie électrique à l'Université d'Artois. Comment coordonne-t-on le planning d'entraînement de sportif de très haut niveau et le calendrier de doctorant ?

C'est vrai qu'il n'y a que 24h dans une journée. Mon secret c'est d'optimiser ma productivité dans chacune de mes activités. J'ai deux tâches prioritaires dans la journée : mes activités de recherches et mon sport. Les autres tâches sont secondaires et je n'hésite pas à les sacrifier. Je pratique mon sport et ma thèse d'abord et le reste, quand je peux. À partir de 20h, j'appartiens à ma famille, à mes amis au téléphone ou en présentiel. C'est important pour garder mon équilibre. J'ai un agenda toujours bien rempli et j'essaie de m'y tenir. Il faut beaucoup de discipline et une parfaite connaissance de sa personne. Je fais beaucoup de petites tâches très faciles et qui ne me prennent jamais plus d'une heure. Lorsqu'une telle discipline tient pendant 5 - 10 ans, on réalise des choses énormes.

Pensez-vous qu'il faudra réfléchir à un mécanisme pour encourager le système sport-études ?

Le système sport-études a déjà fait ses preuves dans certains pays pour sortir

des héros, des personnes inspirantes et des modèles. Ce qu'il faut encourager c'est une activité sportive, culturelle ou artisanale en plus des études. Les plus grandes figures des différents pays viennent bien de ces domaines-là. Les études combinées à une passion sont importantes, je dirai même nécessaires, pour poursuivre le développement de nos pays.

Que faut-il pour créer un écosystème favorable à l'éclosion des talents et au professionnalisme du sport en Afrique subsaharienne notamment au Burkina Faso ?

L'Afrique a beaucoup de défis et nous ne pouvons pas calquer le système américain parce que nous ne sommes pas encore prêts. Ce qu'il faut déjà, c'est de la publicité. Il faut que les populations prennent conscience de tout ce qui existe en matière de sport, de culture et de leurs potentiels. La création d'un écosystème ne viendra pas forcément des États parce que le sport c'est aussi un business. Il faut plutôt développer ce business de sorte que des investisseurs puissent trouver un intérêt et tout le monde sortira gagnant-gagnant.

Avec votre médaille aux derniers Jeux olympiques, vous renforcez votre sta-

tut de modèle pour la jeunesse burkinabè et africaine. Quel regard portez-vous sur la situation de la jeunesse africaine ?

La vraie richesse de l'Afrique, c'est sa jeunesse qui représente l'avenir. Cette jeunesse a besoin d'une éducation intellectuelle, morale et physique et surtout une grande motivation. Cette jeunesse a aussi l'obligation de trouver ses repères à travers des héros du continent. L'Afrique émerge et nous avons de plus en plus de jeunes qui s'illustrent même s'ils ne sont pas nombreux à mon avis. Je pense donc que l'avenir peut être rose avec tous ces jeunes qui prennent conscience de leur potentiel et qui se battent.

Nous imaginons que vous vous préparez pour l'or à Paris 2024. Mais en attendant quels sont les challenges avant ce rendez-vous ?

L'or à Paris en 2024 devient l'objectif à terme de ma carrière. Pour s'aguerrir, il y aura deux championnats du monde en salle et deux championnats du monde en plein air. Il y aura aussi des rendez-vous continentaux. Mais vu mon statut actuel, mon défi sera de pousser d'autres athlètes à pouvoir jouer des finales olympiques voire des médailles en 2024.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes qui rêvent d'atteindre le sommet de l'échelle comme vous ?

N'ayez pas honte de rêver. Travaillez, mais ne soyez pas pressés parce qu'il n'y a aucune grande œuvre qui ne demande du temps.

Un mot pour conclure
Nous sommes à l'aube d'or du développement de l'Afrique et c'est maintenant que tout se passe. Ne ratons pas le train, soyons acteurs et cultivons l'amour du travail.

Cyprien K.



Hugues Fabrice Zango vient en aide aux personnes déplacées internes

Merci



+27 millions
TÉLÉCHARGEMENTS
EN **6 MOIS**

f #KANU

☎ (+226) 62327777

E-MAG DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE

ESPOIR DOSSAH, LE MEDECIN DES ENTREPRISES



Esper Dossah est un homme sûr de lui, aux multiples casquettes : chef d'entreprises, entrepreneur, consultant en Intelligence économique. Et ce n'est pas tout : il accompagne décideurs et managers dans le « business development », la communication marketing intégrée et l'excellence commerciale. Un homme atypique. Portrait.

Quiconque parle de lui, admirateur ou acrimonieux, on entend toujours dire : « C'est un bourreau du travail ». Un homme toujours occupé à quelque chose. Tous ceux qui côtoient ou ont côtoyé Espoir Dossah vous diront que c'est le « Monsieur » de qui il y a toujours quelque chose à tirer. « On ne perd jamais son temps avec lui », déclare un de ses proches. Il fait partie de ces rares jeunes dirigeants d'entreprises ou entrepreneurs qui ne lâchent rien.

Les yeux en permanence plongés dans son ordinateur portable, ses journées ne se gaspillent pas. Il a constamment un document à achever, un projet à livrer. Pour le compte de ses propres entreprises ou pour une organisation tierce. Le directeur du cabinet « NextAfrik » a la réputation d'être peu disponible pour bavarder. Même pendant qu'il vous reçoit, « enfin » dans son bureau, vos discussions sont en parallèle avec la manipulation du clavier de sa machine. « Ma vie professionnelle correspond

exactement à ma personnalité, à mes ambitions. Je suis un passionné du travail que j'aime faire », confie-t-il.

Cérébral à souhait, méthodique dans l'âme, un brin aventurier, il est un consultant très demandé. Les voyages rythment sa vie. Toujours parti, il parcourt l'Afrique subsaharienne et plusieurs pays occidentaux pour servir son savoir et son savoir-faire aux managers d'entreprises de différents secteurs d'activités. « Il est très sollicité

parce qu'il a très souvent une solution pour le problème que tu apportes, pour peu que cela concerne l'entreprise », explique un ancien collaborateur. C'est donc le plus sérieusement du monde que ses étudiants et ses partenaires le surnomment «le médecin des entreprises».

Modeste souvent, il ne s'en cache pas pour autant. « En vrai, je pense que je pratique le même métier que les médecins, mais l'organisme sur lequel j'interviens est l'organisation, l'entreprise », déclare cette référence du milieu. Pour dire vrai, Espoir Dossah voue une admiration et un profond respect pour la médecine. Un métier qu'il considère comme la plus utile au monde. Il s'inspire alors de son process, le modélise et l'intègre à sa démarche au chevet des entreprises. « Tant que je n'ai pas détecté, identifié et compris de quoi vous souffrez, je ne peux rien faire pour vous », sert-il. Et ça marche, souvent.

Ses partenaires, dans leur majorité, sont satisfaits d'avoir recours à ses compétences. Dans son métier, il n'y a pas de mystère : « Plusieurs organisations perdent de l'argent dans des futilités en pensant résoudre les vrais problèmes par manque de diagnostic profond ». Sa minutie dans le travail, son pragmatisme pour solutionner les problèmes sont les clés de son succès auprès de celles-ci. Tout compte fait, elles n'hésitent pas à le recommander.

L'information, un incontournable

Pour Espoir Dossah, l'information est primordiale. Elle est tout dans un monde en perpétuelle mutation. « ... Aucune décision ne peut être prise tant qu'on n'est pas sûr d'avoir l'information vraie, à temps et à valeur ajoutée », raconte-t-il, très sérieux. Une déformation professionnelle acquise grâce à

l'Intelligence économique, son autre métier après le « business development », la communication marketing intégrée et l'excellence commerciale.

L'Intelligence économique est pour lui comme, « faire de la prose sans s'en rendre compte ». Il la définit comme toute activité de collecte et d'analyse de l'information, suivie de méthodes de traitement et de prise de décision en vue de ne pas se tromper dans la prise de décision, que celle-ci soit stratégique, business ou opérationnelle. En revanche, prévient ce fanatique de l'Olympique de Marseille : « après il faudra structurer, organiser, formaliser et mettre en processus ces différentes activités de veille au sein de l'entreprise ». Son sens de la méthode est à propos. Pour celui qui n'aime pas être affilié à un pays particulier - il est de nationalités béninoise et française - l'Intelligence économique doit être une activité naturelle pour toute entreprise. Impossible d'être compétitive sans, les entreprises en Afrique doivent l'intégrer. Malheureusement, ce n'est pas encore le cas. Il le regrette profondément. Il n'y a pas que cela qui fait défaut au continent.

Espoir Dossah grimace souvent quand il doit parler de l'Afrique. Pendant longtemps dithyrambique par rapport à son avenir, il se dit aujourd'hui mesuré. Il y a encore de nombreux changements à opérer. La gouvernance, la politique, la santé publique, etc. « Rien ne change en faveur des jeunes », déplore-t-il. Pas de quoi désespérer pour autant. Une autre facette de sa personnalité. L'Afrique est un continent joyeux : « Elle a une chance », relève le promoteur du site panafricain « Inafrik ».

Un inspirant modèle

Espoir Dossah, un modèle de réussite ? Il n'aime pas qu'on parle de lui en ces termes. « C'est discriminatoire et suggestif », pense-t-il. Pour le patron de

afrimalin.bj - une marketplace à forte audience au Bénin et dans la sous-région - l'entrepreneuriat n'est pas un métier. C'est un sacerdoce. À partir de là, il nage à contre-courant sur la question. Convaincu qu'encourager tous les jeunes gens sortis de l'université à se lancer dans l'entrepreneuriat est une « erreur ».

« C'est un suicide social et collectif », déclare celui qui est aussi commissaire au business development du CAVIE - Centre Africain de Veille et d'Intelligence économique. Les capacités d'entreprise s'apprennent et se confrontent par la pratique dans un environnement entrepreneurial déjà bien constitué. Il pense que les jeunes gens doivent d'abord apprendre à travailler, à gagner un salaire, à être bancables et se construire socialement. Au meilleur des cas, ils doivent travailler en même temps qu'ils entreprennent. C'est au bout de ce processus que pend la réussite en entreprise.

Dans ses entreprises ou par des formations, ce diplômé de l'université Paris 1 Sorbonne et de l'École supérieure de Gestion à Paris encadre de nombreux jeunes à se préparer à cette étape de leur vie professionnelle. Manager paternel, consensuel et aimant le risque, cet addict du tennis gère ses équipes en mode start-up. Pas d'hierarchie, mais des objectifs et des résultats.

« Mes collaborateurs font partie de ma famille. Je suis un artisan de l'éthique, de la morale dans les affaires. Ce n'est pas facile au Bénin, en Afrique, mais j'essaie de faire de mon mieux », confiait-il à un site d'informations de la place.

Pour certitude, ce qu'Espoir Dossah préfère le plus : c'est professer par l'exemple.

Jesdias L.



TRÈS BIENTÔT



REPertoire DES
ENTREPRISES
DE LA ZONE UEMOA

***Le REZU, votre outil de
prospection, de décisions
et de visibilité.***

✉ info@rezu.online | ☎ +226 62 32 77 77



ALFRED BEWINDIN SAWADOGO, LE MARATHONIEN DE « L'ENGAGEMENT CITOYEN »



des devoirs vis-à-vis du pays. Le citoyen lambda, d'où qu'il soit et quoi que puisse être son statut, a une partition à jouer, un rôle essentiel à tenir. Car, le développement ne peut venir que de l'action collective citoyenne. L'action conjuguée des citoyens et des gouvernants, c'est la clé pour développer le Burkina Faso et l'Afrique. Alfred Bewindin Sawadogo s'est fait une vocation : emmener le plus grand nombre de jeunes Burkinabés et d'Africains à comprendre l'importance de l'engagement citoyen. Il n'y a que par ce seul moyen que les pays africains pourront sortir du mauvais pas du sous-développement. « Il y a des défis qui ne pourront jamais être relevés sans le concours des citoyens », explique le jeune trentenaire. Alors, chaque jeune doit s'appropriier, comme lui l'a fait il y a depuis quelques années déjà, la pensée du président John Kennedy : « Au lieu de te demander ce que le pays peut faire pour toi, demande-toi ce que tu peux faire pour ton pays ». C'est le chemin. L'unique pour apporter à son pays.

Le Burkina Faso, sa passion

À 27 ans, Alfred Bewindin Sawadogo n'a qu'un rêve : impacter sa génération et son pays. Champion de « l'engagement citoyen », puisqu'il ne jure que par cela, le jeune Burkinabé en fait la clé d'une Afrique qui vainc la fatalité et change les faux clichés portés sur elle. Portrait.

C'est un passionné des questions de développement. Il peut en parler des heures. Alfred Bewindin Sawadogo ne s'en fatigue pas. Très tôt, il embrasse une vie associative où il apprend à rendre service à la société, à agir bénévolement pour le bien de tous. Alors qu'il n'avait que 16 ans, le jeune natif de Pô – une

commune urbaine du Burkina Faso située dans la région du Centre-Sud – occupait déjà la présidence d'un groupement de jeunes de sa ville.

« L'engagement citoyen m'a aidé à trouver ma voie, à me construire en tant qu'individu et à cultiver un sens élevé de la responsabilité », avoue-t-il. Pour lui, il n'y a pas que les gouvernants qui aient

« J'aime beaucoup mon pays, le Burkina Faso ». Alfred Bewindin Sawadogo ne manque aucune occasion pour le rappeler à qui veut l'entendre. Son défi : impacter le Burkina Faso. Il ne manque alors aucune occasion d'arriver à ses fins. Alfred Bewindin Sawadogo naît à Pô au Burkina Faso en 1994. Après une mention « Bien » au Baccalauréat, il entame un cycle d'ingénieur en télécommunication en Algérie. Étudiant modèle, il en sort major de sa promotion au bout de cinq années d'études. Ce qui lui valut une bourse qui le conduit en

France. Il y fait un master 2 à l'Université Paris Saclay.

Actuellement doctorant en télécommunications à l'EMN (Institut d'Électronique, de Microélectronique et de Nanotechnologie), le jeune homme de 27 ans veut pouvoir vite finir ses études et revenir servir son pays. En attendant, il est déjà très engagé auprès de la jeunesse burkinabé. Auteur de deux livres sur les questions de développement, le jeune leader anime des conférences et formations à travers le pays. Ses thèmes de prédilection : le leadership, l'engagement citoyen, le développement. Les racines de son ambition s'enfoncent encore plus loin dans le passé.

Alors qu'il n'était alors âgé que de 21 ans, il crée avec un de ses plus proches amis le Mouvement de réflexion sur les opportunités de développement du Burkina Faso (MROD/BF). « Nous rêvions de nous former pour impacter dans le développement de notre pays », explique-t-il. Cinq ans après, le mouvement compte plus de 500 jeunes Burkinabés, vivant au pays ou de la diaspora. Pour Alfred et ses amis, il s'agit à travers ce mouvement de construire une jeunesse responsable, citoyenne et actrice du développement. « Le rôle de la jeunesse africaine dans le développement est déterminant », répète-t-il. Dans un tel contexte, celle-ci doit cultiver le respect des lois établies et se mettre au travail. Une prise de conscience qu'il compte aider les jeunes du Burkina Faso à s'approprier.

Immigration, gouvernance, entrepreneuriat : morceaux choisis

La diaspora est importante pour l'Afrique. Alfred Bewindin Sawadogo en est conscient. Mais les Africains restés sur place sont cependant son cœur. Par leur travail quotidien, ils participent directement à l'émergence du continent. Les gouvernants doivent

travailler à maintenir les jeunes gens sur le continent. « L'immigration clandestine sonne comme un signal de désespoir », murmure-t-il, regrettant que des milliers de jeunes Africains périssent en mer chaque année.

« C'est parce que sur place les perspectives semblent réduites, limitées », poursuit-il avant d'expliquer l'importance de prendre à bras-le-corps la question de l'emploi des jeunes en Afrique. À ce propos, il salue l'entrepreneuriat des jeunes grandissant au Burkina Faso et sur le continent. « Financer des centaines de jeunes entrepreneurs c'est bien, mais créer les conditions pour une industrialisation qui va générer des millions d'emplois pour les jeunes, c'est encore mieux », assène le jeune homme. Selon lui, l'industrialisation conduira à la transformation structurelle tant attendue de l'économie africaine.

La gouvernance. Elle doit également changer sur le continent. « Les textes et les institutions démocratiques sont créés, mais sur le terrain nombre de gouvernants n'obéissent qu'à leurs propres intérêts », regrette-t-il. Alfred Bewindin Sawadogo interpelle une société civile africaine amorphe. Conséquence, celle-ci ne participe pas effectivement à l'éducation des populations.

Pour changer la donne, une fois encore la jeunesse doit se réapproprier son rôle. « Dans la dynamique de construction de l'Afrique, les jeunes doivent concevoir et penser le développement du continent à long terme », déclare le doctorant en photonique, bien qu'il salue le fait que de nombreux jeunes gens au Burkina Faso et en Afrique se soient lancés dans la création d'entreprises.

Jesdias L.



Universal Cultures and Languages

Notre expérience
à votre service

- ✓ **Formations linguistiques**
Italien - Allemand
- ✓ **Traduction - Interprétariat**
Italien - Allemand - Anglais
- ✓ **Etudes à l'étranger**
Accompagnement dans la procédure de visa
d'études (Italie - Allemagne - Belgique - Canada)
- ✓ **Examens internationaux de langues**
(Italien - Allemand)

FILIÈRE CACAO

L'Afrique de l'Ouest en quête de souveraineté

Le rapport de l'Organisation internationale du Cacao sur le marché de « l'or brun », publié en avril 2021, annonce un mauvais présage. Les restrictions en Europe du fait de la Covid-19 vont affecter le prix du cacao, pendant que la Côte d'Ivoire et le Ghana annoncent des productions records. Une situation qui relance les débats sur la souveraineté.

Les choses s'annoncent mal pour la campagne cacaoyère 2020-2021. À peine les premières récoltes ont démarré et déjà les prix des contrats de premier mois du cacao à Londres et à New York ont chuté respectivement de 13% et 14%. Pendant ce temps, les volumes de récoltes espérés lors de la campagne sont des plus élevés au monde. Il se dessine donc une offre abondante face à une demande faible au nom du Covid-19. Le déséquilibre offre-demande est une évidence avec un affaiblissement structurel des cours préjudiciable aux producteurs. Au bas de l'échelle dans la chaîne de valeurs, le producteur est le gros perdant des fluctuations naturelles ou non du marché. En 2016, grâce à des conditions climatiques favorables, la production mondiale de cacao a augmenté de 3 à 5%. Mais le prix du marché mondial a baissé presque instantanément de 30%. Beaucoup se posent des questions donc sur cette hausse dont sont victimes très souvent les producteurs.

Pas anodin !

En Côte d'Ivoire, près de 3 millions de producteurs peinent à écouler à bon

prix leurs premières récoltes de cette année. Dans un communiqué, le gouvernement ivoirien a indiqué que la pandémie de la Covid-19 a engendré un ralentissement des échanges sur le marché. Mais selon un expert cité par Rfi dans une publication le 25 avril 2021, « certaines multinationales se sont organisées pour piocher dans leur stock disponible aux États-Unis ou en Europe, des stocks de fèves ou de pâtes de cacao ». Ceci leur permet, dit-il, « d'éviter de régler une facture trop élevée ; résultante de l'augmentation en 2020 du prix de vente du kilogramme et une nouvelle taxe instaurée par le Ghana et la Côte d'Ivoire pour venir en aide aux planteurs ».

Les conjonctures du marché ne sont donc pas des faits du hasard comme certains experts tentent souvent de faire croire. Les ténors américains et européens de l'industrie du cacao sont les maîtres de ces fluctuations dont ils en tirent le maximum de profits. Aux producteurs qui végètent déjà dans la précarité, est laissée la facture conjoncturelle. Selon « Trade for Development centre (Tdc) », un programme de l'Agence belge de développement « Enabel », de plus en plus d'études

laissent à désirer. Le dictat des industriels est pourtant perceptible. Selon un rapport de la Banque Mondiale, les planteurs des pays tropicaux (pays d'Afrique de l'Ouest – NDLR) sont les parents pauvres du secteur cacao. « Ils ne perçoivent que 6 % des 100 milliards de dollars par an que représente ce marché mondial du cacao et du chocolat, verrouillé par les grands industriels », renseigne le document.

Et pourtant, dans la balance, l'Afrique de l'Ouest représente la plus grande part du marché. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria figurent d'ailleurs parmi les cinq plus gros producteurs du monde. L'Uemoa y voit un enjeu stratégique pour le développement économique et social de l'espace communautaire. Pendant ce temps, les leviers du secteur dépendent d'un grand nombre de facteurs qui échappent aux plus grands pays producteurs du monde.

Cap sur la souveraineté

En 2019, la Côte d'Ivoire et le Ghana font un front commun pour imposer au marché un prix décent. Mais cela n'a été que de courte durée. Le pays de Alas-





sane Ouattara rebrousse chemin et fixe de nouveaux prix, sous le prétexte des conditions du marché. Dans ce bras de fer interne, l'arbitrage de la Cedeao fait défaut. Tout porte à croire que l'organisation ne mesure pas encore les enjeux du cacao pour la stabilité socio-économique de ses États membres. Et pourtant, elle est dans un virage décisif de son histoire, avec l'ambition d'une monnaie unique, « Eco ». La Cedeao devrait rester éveillée et lucide sur ses ressources naturelles propres qui joueront en faveur de la stabilité de sa monnaie. Puisqu'en face, Londres et New York, principales places boursières du cacao dans le monde, ont bien conscience des enjeux et ne se laisseront sans doute pas faire.

C'est beau d'aspirer à la souveraineté monétaire et économique, et de vouloir faire d'Abidjan, Accra ou Abuja les fu-

tures places boursières du cacao dans le monde. Mais cela n'aurait fait que feu de paille si les bases de cette révolution sont faussées. Il est en effet un secret de Polichinelle que depuis plusieurs décennies, la Cedeao se heurte à des difficultés de construction de son espace économique. Dans son ouvrage intitulé « Rôle des infrastructures de transport dans la construction de l'espace économique ouest-africain » publié en 2016 aux éditions « Mondes en développement », Hassan Maman Abdo estime que les problèmes économiques spécifiques de chaque pays ouest-africain ne sont pas encore « communautarisés ». Selon lui, « l'absence de coordination des politiques dans le cadre d'un regroupement communautaire montre que la construction d'un marché unifié, qui se fait avec des institutions nationales dans un contexte de chauvinisme plus ou moins marqué constitue tou-

jours une préoccupation majeure ».

La Cedeao a donc un rôle crucial à jouer dans le changement de paradigme des États ouest-africains. Aujourd'hui, il faut revoir à la fois les besoins et apporter des solutions globales s'inscrivant dans des projets réalistes et régionaux, ceci dans un cadre concurrentiel à l'échelle mondiale.

Du développement de plateformes aéroportuaires à l'amélioration du trafic maritime en passant par la modernisation des infrastructures routières, le développement d'infrastructures de transport en commun telles que le métro et/ou le tramway, la Cedeao doit saisir les priorités. Ceci pour faire face à la question de l'autonomie énergétique de ses États membres et combler son retard en matière de technologies de pointe pour espérer être au rendez-vous du 21^e siècle.

Patrice Kokou



Enfin, une assurance pour moi

Yelen Assurance première compagnie
de micro-assurance de la zone CIMA

Avec **Yelen Assurance** regardez
le futur avec confiance !

Pour vous permettre de réaliser
vos projets en toute quiétude,
Yelen Assurance met à votre
portée 4 produits :

- Assurance hospitalisation
- Assurance agricole
- Assurance emprunteur
- Assurance vie

Profitez de garanties complètes
à partir de 1000 fcfa par mois*

AG Promotes
RURALIS

Entreprise régie par le Code des assurances *Soumis à conditions générales de vente

POINT DE VENTE 

APPLICATION MOBILE 



yelen-assurance.com



yelen assurance



+226 25 33 04 28 / +226 25 31 11 11

ADÉQUATION FORMATION – EMPLOI : LES ENJEUX POUR LES ÉCOLES DE FORMATION SUPÉRIEURE



Les pays de l'Afrique de l'Ouest se trouvent actuellement dans une phase particulière de transformation de la structure de leur économie. Cette phase se caractérise par la floraison des unités économiques (entreprises et industries) dans divers secteurs d'activités. Alors que l'économie de ces pays s'ouvre au secteur privé, les compétences, les qualifications et les savoir-faire restent particulièrement inadaptés au fonctionnement des entreprises agissant dans un environnement concurrentiel.

Face à l'ampleur du chômage et surtout du sous-emploi, qui touchent notamment les groupes vulnérables, les institutions du marché du travail et les politiques actives de l'emploi ont un rôle majeur à jouer pour la formation professionnelle. Mais comment y parvenir ?

Dr Blaise Michel D., Directeur général adjoint de l'Institut supérieur privé polytechnique (ISPP) de Ouagadougou et du Campus IFAG du Burkina Faso, pose, à travers cette interview, un regard objectif sur l'Enseignement supérieur et sur des pistes pour résoudre des questions de chômage et d'insertions professionnelles au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest.

Quelle est votre analyse du marché de l'emploi ouest-africain et particulièrement celui du Burkina Faso ?

L'analyse du marché de l'emploi ouest-africain et particulièrement celui du Burkina Faso peut se faire sous plusieurs angles. Si nous choisissons de regarder à travers les outils statistiques par exemple, vous constaterez que nous sommes en présence d'un marché suffisamment complexe. La preuve, hormis l'année de début de la pandémie Covid-19 en 2020, nous avons constaté qu'au cours des trois dernières années,

17 163 demandes d'emploi étaient enregistrées à l'Agence nationale pour l'Emploi en 2017 ; 16 619 demandes en 2018 et 14 820 demandes en 2019.

Lorsque vous comparez avec les offres d'emploi enregistrées au cours de la même période, vous avez 730 offres en 2017 ; 673 offres en 2018 et 670 offres en 2019. Vous vous dites qu'il faut rester optimiste. Ce qui est d'ailleurs vrai même si au cours de la même période, le nombre de candidatures enregistrées aux concours directs de la Fonction publique ne cesse de progresser. Pour résumer, lorsque vous regardez de

près le tableau de bord statistique de l'emploi édité en 2019 et accessible sur le site de l'ONEF au Burkina Faso, vous avez les tendances que vous pouvez comparer au niveau de la sous-région Afrique de l'Ouest avec un taux de chômage au sens du BIT de 4,0% dans l'espace UEMOA alors que le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est estimé à 31,1% au cours de la même période. Nous sommes donc depuis quelques années en présence d'un marché de l'emploi très complexe en Afrique de l'Ouest et, encore plus au Burkina Faso où le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre occupait

les 35,6%. Voilà donc la réalité à nos yeux.

Quelle adéquation peut-on faire entre les offres de formations de votre école et les besoins du marché de l'emploi ?

Pour revenir une fois de plus aux chiffres de l'ONEF, vous constaterez avec moi que la quasi-totalité des demandeurs d'emploi est diplômée, c'est-à-dire les 94% de l'effectif total. Une chose très curieuse, les demandeurs d'emploi de niveau « BAC et plus » représentent 46,1% et ceux détenteurs de diplômes inférieurs au BAC représentent 47,9%. Il y a donc un vrai travail de réadaptation continue des offres de formation à la demande du marché pour contribuer à faire baisser ces deux taux précédents.

Lorsque nous avons analysé en profondeur ces éléments et données, nous avons constaté qu'il fallait y apporter des solutions immédiates. Nous avons travaillé à la réforme de nos programmes de Licences et Masters, nous avons adapté nos syllabaires et contenus afin de les rendre plus réalistes et plus performants. Nous travaillons au renforcement de capacités de nos intervenants.

Nous changeons notre mode de sélection, en nous orientant vers la construction d'un véritable réseau d'intervenants ayant les meilleures références au sein des entreprises, à des postes où les compétences peuvent facilement être transmises. Et sans oublier, sur Ouagadougou aujourd'hui, nous proposons une offre de formation adaptée et unique sur le marché ouest-africain, avec la synergie entre ISPP et le réseau IFAG (école de Management pour entreprendre et innover - NDLR) - le seul Campus IFAG en Afrique - ce réseau de plus de 23 établissements dans le monde

entier, et sans oublier le plus grand réseau d'incubateurs dans le monde universitaire, IFACTORY, ou encore, le plus grand réseau de création d'entreprises installé au sein des Universités, et qui a fait ses preuves.

Quel est le déterminant de la formulation de vos offres de formation ? Les exigences du marché de l'emploi ou les standards internationaux ?

Nous combinons les deux, tel que vous l'avez constaté, en nous basant autant sur les exigences du marché de l'emploi que sur les standards internationaux. Lorsque des personnes titulaires d'un Baccalauréat ou d'un BTS arrivent à l'ISPP Ouagadougou, elles ont cette possibilité de s'inscrire en double Diplomation, et d'obtenir en même temps leur Licence dans les domaines de sciences économiques et de gestion, ou dans les domaines de sciences politiques et juridiques de l'ISPP reconnue au Burkina Faso et, leur Bachelor en Management de l'Ifag, reconnu en France.

Nous présentons donc une offre en parfaite adéquation avec les besoins de notre environnement, d'une part, des compétences acquises à l'ISPP permettant d'obtenir son passeport pour l'entreprise et d'autre part des compétences acquises par chaque diplômé de l'IFAG. Ce qui lui permet de devenir un chef d'entreprise apte à innover, mais également pouvant saisir toutes les opportunités de création ou de reprise d'entreprise.

Nous veillons également à former des personnes aptes à s'ouvrir et à développer leurs projets professionnels en positionnant leurs perspectives tant sur le plan national, sous régional qu'international.

Le système LMD (Licence - Master - Doctorat) répond-il aujourd'hui aux exigences du besoin en main-d'œuvre des entreprises ouest-africaines ou burkinabè ?

C'est une question qui mériterait d'être posée sur un champ beaucoup plus large posée sur un champ beaucoup plus large aujourd'hui. Ceci permettra de réaliser une véritable évaluation de la mise en place de ce système LMD depuis son départ dans nos pays. Je peux déjà vous assurer que ma génération et celles de nos enfants et petits-enfants sont celles qui devraient tirer le plus grand



profit de ce système LMD.

En fait, il se pose un problème de l'interprétation de ce concept Licence-Master-Doctorat. Même si ce sont des pays tels que l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la France qui étaient des précurseurs du système LMD au cours de l'année 1998, pour faciliter la libre circulation des étudiants et des enseignants, et assurer l'intégration de l'espace européen de l'enseignement supérieur, il faut plutôt regarder la cause de ce besoin de changement, axé sur l'acquisition des compétences, consistant à avoir au final des diplômes beaucoup plus performants, permettant une mobilité dans la construction de son projet professionnel, car, en plus du diplôme, un autre document appelé annexe descriptive ou complément du diplôme était supposé être délivré pour décrire les emplois auxquels peut postuler le diplômé.

Mais, est-ce que nos Universités et grandes écoles sont à jour sur ce dossier ? Nos ministères de l'Enseignement supérieur font-ils à temps le travail qu'il faudrait ? Les Entreprises et autres organisations contribuent-elles à la vérification et à l'actualisation des contenus et des compétences supposés être acquis par les étudiants pour être aptes sur le terrain ?

Si chaque acteur respectait à la lettre sa part de contrat, seulement l'actualisation du complément du diplôme au fil des années devrait permettre par exemple de mener un travail sérieux pour résoudre véritablement les exigences du besoin en main-d'œuvre des organisations et des entreprises ouest-africaines ou burkinabè. Et je peux vous assurer, si ceci était bien compris par toutes et par tous, ce serait pour moi l'un des défis à relever actuellement.

Si de profondes réformes doivent être mises en œuvre dans le secteur de l'enseignement supérieur ouest-africain, qu'est-ce que serait, selon vous, le premier chantier ? Et pourquoi ?

La première initiative à soutenir pourrait être l'accompagnement de l'instauration

de la formation sur mesure dans le secteur de l'enseignement supérieur. Un processus, qui consiste en un agencement d'opérations fonctionnelles avec quatre objectifs : faire le diagnostic régulier des situations et des besoins de formation des individus, groupes et organisations ; établir un programme de formation en fonction de ce diagnostic ; réaliser et évaluer les programmes de transfert de compétences ; évaluer l'intervention dans son ensemble et la qualité de l'insertion professionnelle pour rectifier le tir en cas de nécessité suivant un temps et un chronogramme précis.

Tel que vous l'avez constaté dans mes propos, je tiens aux modèles de formations avec le plus grand niveau de participations des différents acteurs, le plus d'alternances sur le terrain, devant permettre aux diplômés de faire des preuves avant la validation de leurs diplômes. En d'autres termes, vous ne pouvez réellement affirmer être détenteur d'une Licence compétitive en Finance par exemple, si vous n'avez pas justifié d'une présence effective sur le terrain, correspondant à un temps d'application d'au moins un semestre dans les six premiers semestres au sein d'une entreprise lors de votre formation, et à un poste où votre apport est apprécié en même temps par les professionnels confirmés que par des théoriciens appliqués et assidus.

Le même cas pour un Master avec un niveau d'exigence encore plus élevé ou encore pour un BTS avec un niveau d'exigence adapté. Ce décor étant planté, il faut soutenir une approche concertée et harmonisée entre partenaires techniques et financiers afin de renforcer les systèmes de la formation universitaire avec le plus de synergies et de complémentarités entre différents acteurs.

En réalité, l'insertion professionnelle repose sur deux préalables : des entreprises qui offrent des postes correspondant aux compétences des diplômés, ou des diplômés qui créent des entreprises grâce aux compétences pratiques et opérationnelles acquises au

sein des incubateurs. Il faudrait que nos établissements et Universités arrêtent de délivrer des diplômes qui ne peuvent être défendus par les récipiendaires. Il faut sortir totalement de la logique de la course aux diplômes qui s'est installée dans les esprits, pour se concentrer sur celle de l'acquisition des compétences opérationnelles, en vue de faire bouger les lignes.

En résumé, il faut actualiser les différents logiciels, et prendre le courage nécessaire pour armer le contenu et les conditions d'obtention des diplômes, de telle sorte qu'un diplôme ne soit plus un objectif à faible visibilité, mais une confirmation de l'acquisition des compétences précises et opérationnelles pouvant faire évoluer à un niveau bien déterminé la société.

Pour y arriver, il faut intensifier la modernisation des contenus et des systèmes d'enseignement et les orienter vers l'innovation en entreprise ou vers la création des entreprises, des options à insérer dans la grande majorité des filières et des Universités. Mais, ce n'est pas tout, il faudrait que les différents acteurs aient des calendriers et des programmes de rencontres annuelles pour évaluer de façon automatique les approches pédagogiques, explorer et choisir de nouvelles filières porteuses où orienter les étudiants. L'urgence est de développer des mécanismes de motivation des formateurs, d'actualiser les outils statistiques et d'instaurer une politique de communication annuelle sur la récompense des mérites des différents acteurs du secteur de l'enseignement.

Qui est Dr Blaise Michel D. ?

Blaise Michel D. est diplômé en Management de la Faculté des sciences économiques et de gestion appliquée (FSEGA) de l'Université de Douala, titulaire d'un Master en Gestion de l'Université Senghor d'Alexandrie et d'un PHD de l'Université de Lyon.

Homme d'expérience, il jouit d'une réputation confirmée dans l'Enseignement, la formation, l'encadrement et le pilotage des programmes universitaires sur le plan international.

Patrice Kokou



AFRICASCOPE 2020

CATÉGORIE
CONSOMMATION TV

1ÈRE AUDIENCE TÉLÉ



98%



Taux de notoriété

61%



Taux d'audience
cumulée

Source : Kantar TNS AFRICASCOPE 2020

MARIETOU KONATE, LAURÉATE DU « PRIX PIERRE CASTEL » 2021

Mariétou Konaté, promotrice de « Lady agro » est la grande lauréate de la 4e édition du « Prix Pierre CASTEL » organisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), en collaboration avec la BRAKINA. Son leadership a été salué lors de la cérémonie de remise du prix le lundi 5 juillet 2021 à Ouagadougou.



améliorer l'apport nutritionnelle des populations.

Vous êtes lauréate du « Prix Pierre CASTEL » 2021. Quel est le projet qui vous a valu ce prix ?

C'est le projet PDCO, entendu « Patate douce à chair orange ». C'est un projet de valorisation pas-à-pas de la patate douce à chair orange pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et atténuer l'impact du VIH/SIDA au Burkina Faso

En quoi consistait ce projet ?

Présentez « Lady Agro » à nos lecteurs ?

« Lady Agro » est une unité de transformation agroécologique. Nous sommes spécialisées dans la formulation, stabilisation et transformation des matières premières agricoles (fruits, légumes, tubercules et céréales) en jus, nectars, vins, liqueurs et biscuits. Nous avons pour mission de promouvoir la transformation pas-à-pas des aliments pour assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations africaines, et par là, réduire les déchets agricoles.

Nous poussons aussi la recherche par la mise au point de procédés de transformation innovants, regroupant

des procédés de blanchiment, pasteurisation et appertisation avec des couples temps-température qui assurent l'innocuité de nos produits tout en assurant leur valeur nutritionnelle.

Pourquoi avoir choisi de vous investir dans l'agroécologie ?

Améliorer durablement l'agriculture, l'agroécologie nous permettra de mieux nourrir les plus fragiles d'entre nous, de protéger des milliards d'emplois partout. Parvenir à une transformation des aliments pour aboutir à des produits qui peuvent substituer aux spéculations (maïs, mil) à longue période culturale, réduire les déchets alimentaires et

L'objectif principal de ce projet est de conserver les aliments en toute sécurité, en tirer le maximum dont nous disposons et réduire les déchets. Nous avons décidé de mettre l'accent sur la transformation de la patate douce à chair orange en une nouvelle gamme de produits soigneusement conçus (jus, nectar, biscuit, gâteaux, vins, liqueurs), qui s'adaptent au changement des habitudes alimentaires des Burkinabés. Dans le même temps, nous tenons à la valorisation du dur labeur des vaillants cultivateurs qui remuent daba et pioche contre terre pour nous offrir de quoi remuer fourchette et cuillère dans nos assiettes.

BUSINESS AND EVENTS

La PDCO sur le plan technologique s'adapte aussi bien aux recettes traditionnelles qu'aux préparations les plus élaborées tout en offrant des opportunités à la filière patate. Ce projet a un impact nutritionnel et sanitaire important. Il permet de réduire les pathologies liées aux carences en vitamines A, chez les femmes, enfants et personnes vivant avec le VIH/SIDA ainsi que la mortalité précoce pouvant dériver d'une carence sévère en vitamine A.

L'impact socio-économique de ce projet c'est de rendre les femmes africaines autonomes en améliorant leurs connaissances nutritionnelles et en leur fournissant des revenus élevés provenant de la vente des tubercules et des produits transformés.

Après ce prix, quelles sont vos ambitions futures ?

Nous avons la vision de créer un circuit d'approvisionnement et de réseautage des producteurs de PDCO, entamer un processus de certification NBF pour la protection de nos produits. Il y a lieu aussi de rechercher d'autres partenaires financiers pour renforcer nos acquis, et enfin pousser plus la recherche pour arriver à des formulaires plus adaptés aux catégories sociales afin de parvenir à les classer au rang de compléments alimentaires.

Patrice Kokoou



« Prix Pierre CASTEL » au Burkina Faso

Institué par le Fonds Pierre Castel, ce prix vise à promouvoir les jeunes chefs d'entreprises qui innovent par leurs actions ou projets, dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire. Les initiatives sont sélectionnées conformément à l'esprit et à l'objet du Fonds. En plus d'un chèque de 15 000 euros (environ 9,8 millions de francs CFA), le lauréat du « Prix Pierre Castel » bénéficie d'un parrainage, d'un coaching personnalisé et d'une formation de perfectionnement d'une année.





COTE D'IVOIRE : « ALIMENTATION Saine ET Sante » AU CŒUR D'UN SALON A ABIDJAN.

Du 27 au 29 août 2021, Abidjan, la capitale ivoirienne a abrité la première édition du Salon Ivoirien de la Boisson et de l'Alimentation saine (SIBAL). Premier salon dédié à la saine alimentation en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest, il est initié par de jeunes ivoiriens réunis au sein de l'entreprise sociale « SUN CONCEPTS », une agence conseil en communication spécialisée dans l'audit et le conseil en communication pour le changement de comportements, l'édition, le marketing social, la formation, et la mise en œuvre de politiques de développement durable.

Projet éthique d'utilité publique au regard des enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels il tente d'apporter des réponses constructives et durables, le SIBAL se présente comme une plateforme d'éducation nutritionnelle, d'échanges culturels et économiques entre les professionnels du secteur, les régulateurs et les consommateurs. Il se veut être, avant tout, un espace de promotion des entreprises éthiques du secteur de l'alimentation.

Pendant 3 jours, le SIBAL a mobilisé près de 13.000 participants venus de plusieurs pays autour de conférences, communications, et panels sur des thématiques liées à l'alimentation saine, aux pathologies, à la situation alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest, à la qualité des aliments et aux réglementations applicables au secteur de l'alimentation afin de garantir la bonne santé des consommateurs. L'évènement a également offert aux participants des espaces gastronomiques, exposition vente, concerts et bien d'autres activités.

Dans une interview accordée à votre e-magazine, Dr Pascald DJADOU, Commissaire Général du SIBAL, revient sur les coulisses de l'évènement.

Le SIBAL s'est tenu du 27 au 29 août 2021, au palais de la culture de Treichville à Abidjan en Côte d'Ivoire. D'où est venue l'idée de créer et d'organiser cet évènement du moins inédit ?

SIBAL est né à l'issu d'un constat

simple. Depuis quelques années, nous avons observés tous, la montée en puissance de certaines maladies métaboliques (l'hypertension artérielle, le diabète, l'hypercholestérolémie, l'obésité, l'hépatite B et C), surtout chez

les jeunes. D'ailleurs, selon l'OMS, d'ici 2030, nous aurons près d'1 milliard de diabétiques dans le monde. Allons-nous attendre ce nombre pour agir ? Je dirai NON, NON et NON !

C'est un secret de polichinelle, une



Dr Pascald DJADOU, Commissaire Général du SIBAL

alimentation saine et équilibrée apporte les nutriments nécessaires au bon fonctionnement du corps. Elle contribue à la bonne santé, et donc, à l'amélioration de la qualité de vie des populations. Aujourd'hui, le secteur de l'alimentation, en Côte d'Ivoire, enregistre un nombre important d'entreprises de fabrication et/ou de distribution de produits sous une diversité de marques. Aussi, le phénomène de contrefaçon, ce fléau mondial en pleine expansion, touche ce secteur d'activités, avec des risques certains sur la santé des populations, en raison de la mauvaise qualité de certains de ces produits.

Dans un tel contexte et considérant certaines habitudes alimentaires (choix nutritionnel, fréquence de consommation, quantité absorbée, mode de cuisson etc.) qui ne favorisent pas toujours une meilleure santé des populations, nous nous sommes posés un certain nombre de questions, à savoir : Quels comportements alimentaires faut-il adopter pour favoriser une meilleure santé ? Comment préparer et conserver les aliments ? Que boire pendant et en dehors des repas ? Quels sont les réels apports nutritionnels des produits (manufacturés ou non) et les limites à ne pas dépasser dans

leur consommation ? Existe-t-il une éducation autour de ces produits, afin d'en garantir la bonne utilisation ? Quelles sont les structures en charge du contrôle de la qualité de ces produits alimentaires et, donc, de la veille sécuritaire alimentaire en Côte d'Ivoire ? Quelles sont les entreprises autorisées à fabriquer et/ou à distribuer des produits alimentaires en Côte d'Ivoire ? Comment ces produits alimentaires sont-ils fabriqués pour garantir la bonne santé des populations ? Comment différencier les produits contrefaits de ceux respectant les normes d'hygiène et de qualité ? Etc.

En recherche de réponse à ces multiples interrogations, l'idée du Salon Ivoirien de la Boisson et de l'Alimentation saine a germé. Le but est d'apporter des solutions à ces problématiques. Voici en quelques sortes, la source du SIBAL.

Le SIBAL devait, initialement, se tenir en 2020. Malheureusement, il est repoussé puis annulé pour cause des restrictions de l'état d'urgence décrété par l'état de Côte d'Ivoire, dans le cadre de la lutte contre la pandémie à coronavirus. Comment avez-vous vécu ce report et cette annulation de ce salon que vous qualifiez, vous-même, d'utilité publique ?

Nous avons vécu cette situation comme tout bon entrepreneur. Difficile, d'une part, au regard de cet investissement matériel et humain parti en fumée et ardue, d'autre part, car ce fut une étape de rebondissement stratégique. Toutefois, cela nous a permis de parfaire notre projet, d'articuler les activités. Ce qui nous anime est plus fort que les obstacles et, comme tout bon conducteur, on freine et on contourne aussi simplement le danger.

L'agence « SUN CONCEPTS » est promoteur du SIBAL. Cette agence est dirigée par Monsieur Juste Yao Yao. Comment vous avez pu réussir la collaboration autour de l'évènement ?

D'abord, je dois dire que j'aie connu Juste Yao Yao dans les années 2010. Il fut mon gestionnaire bancaire. Notre relation, alors, était purement professionnelle. Aujourd'hui, je peux dire que nous sommes partenaires d'affaires et des frères, car, au-delà du lien professionnel, nous avons tissé une véritable relation fraternelle. Juste Yao Yao est un passionné de l'humanitaire. Aider son prochain fait partie de son ADN. C'est, d'ailleurs, ce qui m'a poussé à partager l'idée du SIBAL avec lui. Très rapidement nous avons défini une feuille de route portée par l'agence « SUN CONCEPTS », une entreprise sociale et citoyenne, qui s'est donnée pour mission d'œuvrer pour le bien-être des populations.

Où avez-vous trouvé les ressources nécessaires pour rebondir ?

(Rire...) Nous sommes, nous-mêmes, nos ressources. Nous nous sommes mis au service du peuple avec nos économies et le soutien de nos parents et amis.

Aujourd'hui, avec le recul, quel regard portez-vous sur l'idée d'organiser le SIBAL ?

Je dirai juste une opportunité. Il fallait oser, nous l'avons fait et le résultat est là !

Pendant 03 jours, le SIBAL a mobilisé près de 13.000 visiteurs, sans compter les médias, les exposants, les partenaires et les officiels. Comment avez-vous convaincu tout ce monde de l'intérêt de ce salon ?

Belle question ! Vous savez, je reste convaincu d'une chose. « Personne n'aspire à la maladie », non jamais, mais notre ignorance nous tue énormément ! SIBAL parle de « santé et de bien-être ». C'est la quête essentielle de l'Homme, d'où l'intérêt des populations.

Le SIBAL s'est clos le dimanche 29 août 2021, par un concert live du groupe TNT, l'un des Ambassadeurs du projet. Décrivez-nous le rôle des ambassadeurs et leur apport à l'évènement ?

L'Ambassadeur SIBAL s'est engagé, en toute conscience, à éviter toute action de nature à remettre en cause les bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles. Il a pour rôle de promouvoir la saine alimentation et, aussi, le Salon Ivoirien de la Boisson et de l'Alimentation saine. Ils ont été d'un soutien inestimable dans la sensibilisation et dans la mobilisation des populations.

Des conférences, des communications et des panels sur le thème de l'alimentation et de la santé étaient au programme. Des dépistages gratuits de l'hypertension artérielle, du diabète, de l'hypercholestérolémie, de l'hépatite se sont déroulés. La fondation Didier

Drogba a même mis « The Heart Mobil », son car médical dédié à la réalisation d'ECG (électrocardiogramme pour le dépistage des maladies cardiovasculaires) à disposition.

La population a-t-elle adhéré à votre démarche ?

Oui, avec beaucoup de joie. Je profite de l'occasion pour dire merci, non seulement à notre icône Didier Drogba et son équipe pour leurs soutiens, mais, également, à l'équipe SIBAL (le commissariat général), aux différents partenaires au niveau de l'activité de dépistage : Laboratoire National de Santé Publique, Programme National de Nutrition, Programme National de Lutte contre les Maladies Métaboliques et de Prévention des maladies non transmissibles, Comité National de Lutte contre la Contrefaçon, CODEX Alimentarius, ONG SOS Hépatite, etc.

Quel bilan tiré vous de cette première édition du SIBAL ? Vos objectifs sont-ils atteints ?

Bien sûr ! Nous sommes très satisfaits de l'organisation du SIBAL 2021. Ce fut d'un grand succès avec, à la clé, l'institutionnalisation du salon par le Secrétariat Exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance (SE-CONNAPE), une instance sous tutelle de la Présidence de Côte d'Ivoire, qui a d'ailleurs assuré la présidence du salon. Le SIBAL est, désormais, officiellement un salon d'utilité publique. Grand merci aux partenaires.

Le SIBAL 2021 n'est pas complètement terminé. Il se poursuit avec le SIBAL tour qui démarre bientôt, le 15 octobre 2021. Pouvez vous nous en dévoiler le contenu ?



Visite de Stands par les Officiels

Effectivement, la caravane SIBAL TOUR se fera au bénéfice des populations de dix (10) localités de l'intérieur du pays. Il s'agira de restituer, aux populations de l'intérieur du pays, les conclusions des journées scientifiques du salon ; d'aider les populations à bien sélectionner et à mieux utiliser les aliments qu'ils consomment ; ce qui aura pour effet de leur assurer une bonne santé au quotidien. Enfin, SIBAL Tour, c'est la fête de l'alimentation saine à travers une parade dans chaque ville sillonnée, une conférence publique, des séances de dépistage gratuit, des animations artistiques et des jeux éducatifs.

Quelles sont les perspectives pour le SIBAL 2022 ? Quel en est le bien fondé et quelles actions seront menées dans cette continuité du salon ?

Le SIBAL est, désormais, une institution. Chaque année, nous aurons ce grand rendez-vous de la saine alimentation. Cependant, le SIBAL Tour clôture, en beauté, cette année. Beaucoup d'actions d'information, de sensibilisation et d'éducation seront menées, entre autres, dans les entreprises, dans les écoles, et dans les hôpitaux. Je vous remercie !

Laussin Koffi-Kouakou,
Rédacteur en chef chez Strat'Marques



Le Service Traiteur Sur Mesure

Petits-déjeuners & Pauses-café | Buffets Chauds & Froids

Cocktails Apéritifs & Dinatoires

Bars à cocktails, à vin & champagne

Service à L'assiette | Service aux entreprises

CYRUS DE LAURIAN : SI NOUS NE PRENONS PAS CONSCIENCE DU « TRAVAILLER ENSEMBLE », NOUS VIVRONS UNE NOUVELLE FORME D'ESCLAVAGE OU DE TRAITE.

Le continent africain, riche de ses ressources minières et sa main d'œuvre jeune et bon marché, est convoité par toutes les puissances économiques du monde. Mais paradoxalement, beaucoup de jeunes africains, ignorant le potentiel de leur continent, préfèrent tenter l'aventure occidentale. Pour pallier le phénomène, devenu de plus en plus préoccupant, Cyrus De Laurian Mabounda s'est donné pour mission, la promotion de la culture entrepreneuriale ainsi que la promotion des entrepreneurs à travers l'initiative « Jokkolabs » au Congo-Brazzaville. « Business developer » et passionné des questions liées à l'entrepreneuriat et l'éducation, Cyrus De Laurian Mabounda a fondé en 2015 « Levite Corporation », entreprise de services (conseil, formation, solution, orientation, etc.), et d'accompagne de micros et petites entreprises, dans leur développement stratégique et commercial. Il est également promoteur du Salon africain de l'orientation (SAO), un évènement inédit pour l'orientation scolaire, académique et professionnel. Grâce à « Jokkolabs », Cyrus De Laurian Mabounda coordonne la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat dans son pays. Ayant réussi à fédérer les jeunes entrepreneurs de Pointe noire et de Brazzaville, il a été nommé depuis quelques mois, vice-président du l'Association CGED CONDO, une association soutenue par l'Union Européenne et partenaire des entrepreneurs congolais. Dans un entretien accordé à KANU, Cyrus De Laurian Mabounda nous parle des défis du monde entrepreneurial en Afrique.



Cyrus De Laurian

Monsieur Cyrus De Laurian Mabounda, vous êtes « business developer » et un engagé pour la promotion de la culture entrepreneuriale. En quoi consiste votre métier et pourquoi cet engagement ?

Dans une quête perpétuelle de mon «devenir», j'avais très tôt perçue mes qualités de bon communicant et de bon vendeur ; et je réalisais qu'assurément,

toutes les entreprises, quels que soient leurs domaines, auraient toujours besoin de faire des profits, et donc de vendre plus. Donc, après avoir passé quelques années d'expériences professionnelles pour le compte de certaines entreprises au Sénégal, j'ai préféré conseiller les entreprises, les organisations et les entrepreneurs, sur les meilleures approches de vente et de développement de leur activité.

Pour ce qui concerne la promotion de la culture entrepreneuriale, il s'agit de sensibiliser les futurs décideurs à travers des conférences, débats, formations, programmes d'accompagnements. L'écosystème ne favorise pas trop l'entrepreneuriat dans nos pays surtout francophones. Cet écosystème se caractérise par la complication du financement des PME et PMI, l'absence d'un système juridique

sécurisant et peu de mesures incitatives à l'entrepreneuriat. Comment le jeune entrepreneur africain peut sortir de ce labyrinthe et faire développer son business ? C'est la question à laquelle nous essayons de répondre.

Dans ce contexte, quelle est, selon vous, la solution la plus appropriée pour financement des PME – PMI ?

On sait qu'il y a des fonds et des banques d'investissements, ou même des banques classiques qui font un travail remarquable sur le continent. Mais je pense que l'on n'exploite pas assez ce qui est du ressort de notre force : le social. L'africain à la base n'est pas individualiste; on sait se soutenir quand cela est nécessaire, encore faudrait-il que sur le plan business l'on soit véritablement éduqué pour ça. Si

on a un peu de maturité, je pense que le financement participatif est un levier pour l'émancipation des PME – PMI.

Il faut dire que cette question trouve fondamentalement sa réponse dans la réelle volonté politique d'améliorer les conditions pour les entrepreneurs et l'écosystème. Le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Sénégal, et le Rwanda ; sont des pays où on note une nette volonté politique à améliorer le climat des affaires, non pas qu'en théorie, mais par des actions concrètes.

Je pense que dans les autres pays du continent, les entrepreneurs ont besoin, au-delà de leurs actions quotidiennes, de formuler en synergie (via des associations, organisations patronales, etc.) de véritables plaidoyers au niveau des institutions de tutelles pour l'assainissement l'écosystème afin de favoriser leurs croissances. Les entrepreneurs africains ont besoins de travailler plus en synergie, pour facilement lever les obstacles qui se présentent à eux.

Quels sont aujourd'hui les secteurs attractifs sur le continent africain ?

Les secteurs du digital et de l'industrie agroalimentaire sont ceux qui peuvent permettre à l'Afrique de vite prendre son envol économique. Mais le paradoxe, c'est que, la plus parts des entreprises qui ont su se lancer convenablement dans ces secteurs sont des multinationales non-africaines.

Que faut-il pour avoir de vrais capitaines d'industrie africains afin

que l'Afrique contrôle davantage son développement ?

Premièrement, nous devons travailler intelligemment et nous réinventer continuellement pour gravir les échelons. Mais, je pense plus qu'avec la vitesse ou les choses vont, il faut à ceux qui sont les leaders du business en Afrique tendent la main aux startups émergentes. Par exemple, ce que fait Tony Elumelu avec sa fondation, c'est excellent. Il faut plus d'initiatives de la sorte pour accélérer la montée en puissance d'autres capitaines d'industries.

Dans la plupart des pays africains on remarque une adéquation entre l'enseignement (le système éducatif) et les réalités du marché de l'emploi. Quelle est votre approche sur cette problématique ?

Comme beaucoup d'africains, je dirai que cette problématique est urgentissime. Je pense qu'il faut réformer nos systèmes éducatifs trop occidentalisés. Le Rwanda l'a compris ils ont essayé d'apporter de la nouveauté dans leur système, en y intégrant l'entrepreneuriat.

Ceci est très important pour nos pays, car cela permettrait de changer les mentalités sur le business, surtout en Afrique francophone où la plupart des métiers nobles qui souvent payent bien sont vue par certains jeunes comme dégradant: boulanger, cuisinier, pâtissier, charpentier, menuisier, agriculteur, etc.

Quel est votre message à l'endroit des entrepreneurs africains ?

Déjà je remercie le magazine KANU, ainsi que son promoteur pour l'excellent travail qu'ils effectuent, et surtout pour l'effort de la recherche d'information et des talents, sur le continent tout entier. C'est vers cela que les africains doivent tendre, que les entrepreneurs africains doivent aspirer.

Travailler non pas seulement sur nos pays, nos régions, mais il nous faut travailler sur le continent, dans le continent et pour le continent. Très vite, très bien, avec plus de solidarité, car des vautours viennent de partout avec la conscience du potentiel africain. Ils ont plus de capitaux que nous, ils sont plus structurés que nous, donc si nous ne prenons pas très vite conscience du « travailler ensemble » pour grandir, nous vivrons une nouvelle forme d'esclavage ou de traite. Je vous remercie.

Patrice Kokou

*Téléchargez
gratuitement*

E-MAG DE COMMUNICATION ET DE SOCIÉTÉ

KANU



#KANU

TOUS CONNECTÉS EN ILLIMITÉ A LA VITESSE FIBRE !



 **25 32 73 06**
 **CANALBOXBURKINA**

CANALBOX

Jeunesse africaine, le développement socio-économique n'est pas un simple slogan !

Commençons avec une pensée de l'avocat Fidel Castro (1926). Mais soyons rassurés, je ne veux en aucun cas me faire le chantre d'un homme politique ni de la révolution Cubaine. Loin de là, je veux simplement lancer un appel du cœur à la jeunesse africaine.



Beringer GLOGLO

Alors qu'il plaidait à son procès au tribunal d'urgence de Santiago le 16 octobre 1953, Fidel Castro, dans un long discours où il laisse transparaître les grands axes de son programme politique, dit ceci :

A lui, ce peuple dont les routes pleines d'angoisses sont pavées de tromperies et de fausses promesses, nous n'allions pas dire : « Nous te donnerons un jour », mais : « Tiens, prends, et lutte de toutes tes forces pour conquérir la liberté et le bonheur ! »

Plus tôt, l'homme à la fois l'accusé et son propre défenseur venait de dresser une liste des maux dont souffrait le peuple cubain d'alors : chômage endémique, corruption, misère, cadre et condition indécents de travail et de vie, etc. Vu sous cet angle le Cuba d'alors serait assimilable à l'Afrique d'aujourd'hui. En 2015, la Banque africaine de développement a estimé que la corruption fait perdre l'équivalent de 148 milliards de dollars à l'Afrique chaque année. A titre comparatif, lors du sommet de Paris (mai

2021), seulement 34 milliards de dollars des droits de tirages spéciaux du FMI ont été affectés à l'Afrique pour la gestion de la crise du coronavirus. Mais n'exagérons rien. L'Afrique, dans les chiffres, a aussi fait des progrès. La croissance économique est soutenue et s'établit en moyenne à 5- 6% depuis plusieurs années (hors covid-19). Cependant, ayons l'honnêteté de reconnaître les importants efforts qu'il reste à fournir.

A l'époque, Fidel Castro appelait le peuple cubain à la responsabilisation, si, ce dernier aspirait vraiment à un lendemain meilleur. Aujourd'hui, c'est ce même appel à la responsabilité que je veux lancer à la jeunesse africaine, dont je fais partie intégrante. Bien que ce soit une honte de vouloir me hisser au rang de cet homme de droit, je m'en voudrais tout de même de ne pas exprimer clairement ma pensée. La jeunesse africaine doit, elle aussi, aujourd'hui prendre ses responsabilités. Toutefois, les contextes sont différents et bien heureusement. Il ne s'agit pas pour la jeunesse africaine d'organiser, au prix de son sang, une «guérilla», mais de se prémunir contre une forme gravissime et mortifère d'impérialisme dont la conséquence sera des nations aux rues jonchées de «kakistocrates».

A ce stade, d'aucuns, sans hésitation évoqueront le combat des panafricains et iront jusqu'à leur confier le destin de l'Afrique. Ils ont raison. En effet, Kwame Nkrumah, Sylvanus Olympio, Ahmed Sékou Touré, Jomo Kenyatta, par leur militantisme indépendantiste, ont posé une base pour une Afrique prospère. C'est

après cette vague que s'installe toute la désillusion. Soixante-et-un (61) ans après l'accession à l'indépendance du pouvoir colonial, on s'interroge encore sur le destin de l'historique discours panafricaniste «L'Afrique doit s'unir. Unis nous résistons», prononcé par le docteur Asagyesfo Kwame Nkrumah au sommet de l'ancienne Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis-Abeba, le 24 Mai 1963. En tout cas, il y a une certitude. L'Afrique ne dispose pas d'une monnaie unique commune. Le marché commun africain n'est pas totalement effectif, encore faudrait-il une cohésion au niveau des marchés sous régionaux existants. Il n'existe pas non plus de système continental de télécommunication ni de défense. L'Afrique n'a pas une stratégie diplomatique commune à l'étranger. Peut-être que certains ont eu raison de penser que le «Nkrumahisme» et ses ambitions n'étaient qu'une utopie et n'avaient que pour seul but le culte de la personnalité de Nkrumah.

Ce qui est sûr, ce n'est ni le moment ni l'endroit pour refaire l'histoire. D'ailleurs, ce n'est pas la meilleure stratégie pour sortir les 250 millions d'africains sous-alimentés de la famine. L'Afrique est la deuxième région du monde qui concentre le plus grand nombre de personnes sous-alimentées, après l'Asie (381 millions). L'Amérique latine et les Caraïbes clôturent le classement (48 millions). Mais en pourcentage, l'Afrique est de loin la région la plus impactée par le fléau de la famine. Dix-neuf virgule un pour cent (19,1 %) de sa population est sous-alimentée. Ce taux est plus de deux fois supérieur à ceux de

l'Asie (8,3 %) et de l'Amérique latine et des Caraïbes (7,4 %). Si la tendance actuelle se poursuit, en 2030, l'Afrique abritera plus de la moitié des personnes qui souffrent de manière chronique de la faim dans le monde.

Les mouvements panafricains qui ont succédé à ceux ayant conduit aux indépendances n'ont pas suffi à créer de nouveaux changements majeurs sur le continent. Faut-il remettre en cause le patriotisme de la nouvelle classe des panafricains ? Est-ce plutôt une question de volonté ou de biais à l'inaction ?

Là également il y a une certitude. La facilité à indexer rapidement le joug du néo-colonialisme. Et nous, les jeunes gens, ne nous empressons pas d'entériner cette idée. Tout se passe au-dessus de nos têtes. Nous sommes comme des étrangers sur les terres africaines. Nul ne peut savoir très exactement ce qui se passe à l'intérieur d'une pièce où il n'y voit rien.

Dans les lignes suivantes, je ne ferai pas l'éloge des nombreuses solutions de développement « top down » qui font florès et pourtant, distraient et détournent les jeunes africains, par leur caractère « superficiel ». Au contraire, je défends une approche « bottom-up » du développement socio-économique qui responsabilise et intègre pleinement les jeunes africains. Mais avant, un éclaircissement que je n'ai trouvé dans aucun ouvrage à ce jour me paraît nécessaire.

Les politiciens africains ne sont pas là pour le développement économique, au contraire.

C'est une grande erreur des africains de penser que leurs dirigeants sont élus pour le développement économique.

Dans le système privé, les actionnaires élisent un directeur général pour une durée déterminée avec contrat défini. Ils lui assignent des objectifs précis, ce dernier s'engage à honorer les engagements du contrat et a l'obligation de résultats. Le directeur général forme une équipe constituée de directeur des ressources

humaines, directeur administratif et financier, directeur commercial, etc. Rappelons que le conseil d'administration (les actionnaires) a son mot à dire dans les désignations des autres directeurs.

Soit, les objectifs sont atteints et le système ainsi formé continue son mandat. Soit, dans le cas contraire les actionnaires demandent la démission du directeur général. Ce dernier peut, un tant soit peu contester, se justifier et dans le meilleur des cas aboutir à une solution consensuelle avec un plan d'action clair et réaliste pour corriger son tir. Il ne peut en aucun cas s'imposer. Dans tous les cas, la décision finale ne lui revient pas.

Revenons au système public. Le peuple représente les actionnaires. Le président de la république représente le directeur général, la constitution le contrat qui lie les deux parties. Le gouvernement représente l'équipe et les autres directeurs sont les ministres. Contrairement au système privé, le président de la république une fois élu ne craint plus la sanction du peuple et peut même modifier les clauses du contrat initial. En effet, le peuple sanctionne par le vote. Mais la population africaine ne vote pas sur la base des résultats, le président se contente simplement d'acheter leur vote. Cela veut dire que le système n'incite pas suffisamment le président de la république à avoir de bons résultats. Au contraire, il l'incite à s'enrichir conséquemment (et par tous les moyens possible) pour pouvoir acheter les voix de la population au prochain vote. Nul besoin de rappeler ici que le président de la république choisit ses ministres sans prendre l'avis du peuple ni de ses représentants.

Donc, pour parler de développement, il faut croire à l'esprit patriotique du gouvernant. Autrement dit, il faut miser sur sa bonne foi. Mais comment mesure-t-on cette bonne foi ?

Cet éclaircissement fait, j'espère que désormais la jeunesse africaine intègre que le développement dont elle rêve viendra d'elle-même, de sa lutte et de son travail, c'est-à-dire une approche «bottom-up».

Le rêve africain de la jeunesse...

Du rêve du développement en Afrique, parlons-en. L'Afrique se construira autour du rêve africain, c'est évident. Mais aussi étrange que cela puisse paraître, la jeunesse africaine n'a pas encore défini son propre rêve. La bonne nouvelle, ce n'est pas encore trop tard. Le drame serait de ne pas agir dès maintenant. Ne me dites surtout pas que «L'avenir du monde, c'est en Afrique.», «La force de l'Afrique, c'est sa jeunesse.», ou encore «L'Afrique regorge de toutes les matières premières.» sont des rêves. Ne nous y méprenons pas. A chaque fois, il faut trouver un slogan pour les africains. C'est ça notre développement. Et croyez-moi, après l'actuel discours sur la croissance démographique en Afrique, il y en aura encore d'autres. Les africains doivent-ils se contenter d'un simple nouveau discours à chaque décennie ? Qu'il nous souvienne, nos pays ne sont toujours pas industrialisés, nous ne disposons pas de centre de recherche pour notre propriété intellectuelle, de laboratoires d'envergure, etc. Par exemple, l'Afrique compte seulement 35 chercheurs par millions d'habitants et aucun pays africain ne parvient à affecter 1 % de son PIB à la recherche. Les discours changent, mais il est une chose qui ne change guère, notre misère. C'est pour cela que je disais au tout début que la jeunesse africaine doit se prémunir contre une impéritie grave. Sinon elle perpétuerait la tradition.

Nous devons cesser de chercher, à tout prix, la validation des autres. Nous devons créer notre propre rêve africain. Ensuite prendre nos responsabilités, retrousser nos manches et retourner au travail. Le programme est à la fois, assez vague, vaste et complexe. Mais je n'ai jamais promis la facilité non plus.

A lui, ce peuple dont les routes pleines d'angoisses sont pavées de tromperies, de fausses promesses et de misère, nous n'allons pas dire : «Attends, tu auras un jour», mais : «Lève-toi, crée ton rêve, prends tes responsabilités, travaille, et lutte de toutes tes forces pour conquérir la liberté et le bonheur!»

Beringer GLOGLO



- AGENCE CONSEILS EN COMMUNICATION
- STRATÉGIE DE COMMUNICATION 360°
- LOBBYING MEDIA
- MARKETING POLITIQUE
- PRODUCTION AUDIOVISUELLE
- ÉVÈNEMENTIEL
- MÉDIA



**AU NOM
DE VOTRE IMAGE...**

NOUVELLE DYNAMIQUE DE LA FISCALITÉ INTERNATIONALE ALLONS-NOUS VERS LA DESCENTE AUX ENFERS DES PARADIS FISCAUX ?



L'année 2021 aura marqué une étape importante dans l'évolution de la fiscalité internationale. En effet, le G7, qui comprend la Grande-Bretagne, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et les États-Unis, est parvenu à un compromis sur la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum de 15 % sur les entreprises partout où elles font des affaires. Ce nouvel accord sur un taux d'imposition minimum mondial, entériné à ce jour par 132 pays à travers l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), vise à empêcher les grandes entreprises de transférer leurs bénéfices vers des juridictions offshores, communément appelées les « Paradis fiscaux ».

Les paradis fiscaux, « blacklistés » par la plupart des pays « victimes » de leur utilisation abusive, sont au cœur de nombreuses pratiques d'évasion fiscale des riches particuliers et des multinationales.

Les personnes fortunées utilisent les paradis fiscaux en raison de la possibilité qu'ils leur offrent de réduire leurs impôts sur leurs revenus et sur leurs placements. Mais cela est loin d'être le seul motif. Ils leur permettent également d'échapper aux droits de succession ou aux pensions alimentaires à verser en cas de divorce.

Les multinationales quant à elles, utilisent les paradis fiscaux pour réduire leur imposition, mais aussi pour échapper à des contraintes réglementaires ou dissimuler un niveau élevé d'endettement et présenter

des comptes supposés sains.

Non moins important, on note aussi l'utilisation des paradis fiscaux par des criminels dans le cadre d'opérations complexes de blanchiment d'argent dit « sale ».

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) les flux financiers illicites via les paradis fiscaux « privent les pays en développement des ressources qui pourraient financer des services publics essentiels, comme la sécurité et la justice, ou des services sociaux de base tels que la santé et l'éducation, en fragilisant leurs systèmes financiers et leur potentiel économique »

Le paradis fiscal : ce que c'est

Selon le critère retenu par l'OCDE, un paradis fiscal est une juridiction imposant peu ou pas d'impôt sur les revenus de capitaux et qui présente en plus l'une des trois caractéristiques suivantes : un manque de transparence, un refus de fournir des informations aux autorités étrangères et la possibilité d'établir des entreprises fictives.

Sur la base des dix critères suivants identifiés par les sieurs Christian Chavagneux et Ronen Palan, on peut reconnaître un paradis fiscal :

1. Une taxation faible ou nulle pour les non-résidents : Ces territoires tirent l'essentiel de leurs recettes de commissions, et dans une moindre mesure des impôts collectés auprès des résidents.

2. Un secret bancaire renforcé : leurs établissements financiers ne donnent pas d'information sur leurs clients à leurs propres gouvernements ni, a fortiori, à des gouvernements étrangers.

3. Un secret professionnel étendu : avocats, comptables et employés en tout genre sont soumis à un contrôle réglementaire strict du respect de la confidentialité concernant leurs clients et leurs opérations, y compris lorsqu'elles violent les lois de territoires étrangers.

4. Une procédure d'enregistrement relâchée : Les entreprises souhaitant s'enregistrer sur les territoires concernés dis-

posent d'une grande latitude quant aux informations qu'elles fournissent ; certains territoires offrent même la possibilité de constituer des sociétés avec des titres au porteur permettant de dissimuler l'identité véritable des actionnaires.

5. Une liberté totale des mouvements de capitaux internationaux : la nature de ses activités fait généralement d'un paradis fiscal un exemple libre pour ce qui est des transactions financières internationales.

6. Une rapidité d'exécution : l'implantation d'une entreprise peut être réalisée en un temps record. Dans certains territoires, des sociétés peuvent être achetées et mises en activité en moins de 24 heures. Un résident peut être proposé pour servir de directeur local moyennant une commission appropriée.

7. Le support d'un grand centre financier : une infrastructure de haut niveau en matière de technologie de l'information reliée à un centre financier d'importance est primordiale. L'argent ne reste généralement pas longtemps dans les paradis fiscaux, sauf à s'y placer. Généralement, il y est enregistré fictivement, mais n'y est pas.

8. Une stabilité économique et politique : cette stabilité est essentielle pour ce genre d'activités.

9. Une bonne image de marque : le nom du territoire ne doit pas être trop associé à des opérations de corruption ou de blanchiment d'argent criminel.

10. Un réseau d'accords bilatéraux : les paradis fiscaux ont généralement signé des conventions avec les grands pays permettant d'éviter une double taxation des filiales d'entreprises.

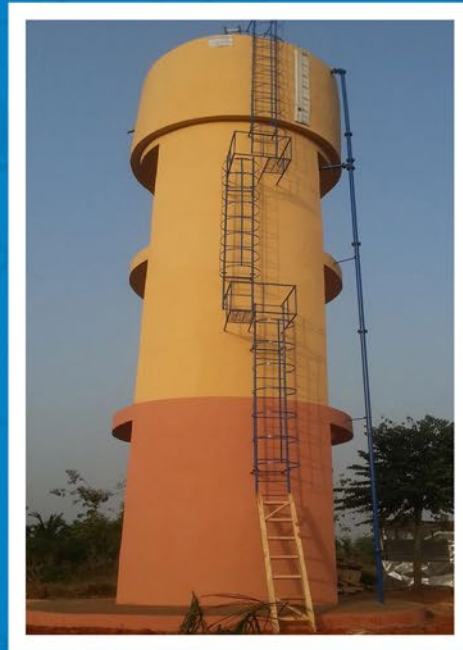
Au regard de la nouvelle tendance de la fiscalité internationale, l'on est en droit de se demander si nous allons vers la fin des paradis fiscaux qui sont, de toute évidence, de puissants instruments de planification et d'optimisation fiscale pour bon nombre d'entreprises.

info@expertise-holding.com



ICEBERG GROUP

L'innovation Continue



 **BÂTIMENT TRAVAUX PUBLICS**

 **AMÉNAGEMENTS HYDROAGRIQUES**

 **TRAVAUX D'ADDUCTIONS D'EAU**

ICEBERG GROUP SARL

Adresse : 02 BP 2392 Cotonou

 (+229) 95 54 88 45 / 97 75 72 77 / 95 37 73 73

 societeiceberggroup@yahoo.fr

www.iceberggroup.bj

Digitalisation et emplois : La portée et le caché

Il est encore des gens qui soutiennent, avec sagacité, que la digitalisation porte un pouvoir de nuisance pour nos sociétés en ceci qu'elle détruit des emplois.

Petite anecdote. En mars 2020, j'étais à Cotonou, capitale économique du Bénin, pour la promotion de mon ouvrage *L'horizon africain*. A la fin de la cérémonie de lancement du livre, j'ai eu le plaisir de discuter avec un haut fonctionnaire qui me confiait ceci : « Sophonie, je m'inquiète de la dynamique démographique du Bénin dans un contexte de digitalisation de nos sociétés. Il n'y aura pas d'emploi pour tout le monde. Le chômage va grimper jusqu'au ciel et nous en paierons la note socialement. Je m'inquiète profondément pour le Bénin et pour l'Afrique en général ».

Cet aveu révèle une inquiétude qui n'est, somme toute, pas nouvelle. Mais, je veux, dans ce billet, m'employer à un exercice de réfutation de la logique que porte cette inquiétude. En effet, l'inquiétude du haut fonctionnaire béninois (malheureusement) assez présente dans la phraséologie officielle cristallise deux sophismes économiques qui, mille fois démontés, mille fois renaissent de leurs cendres : le sophisme du plein emploi et le sophisme de la machine maudite.

Il faut rappeler qu'à chaque nouvelle technique industrielle, la crainte du chômage se manifeste. Les porteurs de cette crainte s'écrient : nous allons perdre notre emploi ! Nous allons perdre notre revenu ! Les ordinateurs nous feront mourir de faim ! Il faut être insensible pour ne pas entendre nos cris de détresse !

Malheureusement, plusieurs décideurs (hommes politiques, hauts fonctionnaires, etc.), par réel souci des conditions d'existence de leurs concitoyens ou par pure démagogie, freinent la diffusion de nouvelles technologies afin de « protéger », « sauvegarder » ou « créer » des emplois. Qui n'a jamais ouï un homme, ayant à charge d'organiser la vie publique, cla-



Par Sophonie KOB OUDE
Essayiste
Twitter : @kobooude

mer : création d'emploi, création d'emploi ?

Soyons sans ambiguïté. Il n'y a rien de désespérant dans le fait de souhaiter des emplois. Mais les politiques publiques ne se défendent de plus en plus qu'avec l'argument de la création d'emploi : il est là, le sophisme, celui que j'ai nommé sophisme du plein emploi. La création d'emploi est érigée en but, en finalité. Elle est considérée comme le but ultime des politiques publiques : il ne faut surtout pas favoriser les techniques nouvelles qui vont sûrement détruire des emplois ! En suivant cette logique, on peut traiter d'imbécile celui qui a inventé la roue, car il a tué des milliers d'emplois dans le transport à dos d'âne.

La vérité est que le mantra de la création d'emploi est économiquement illettré. Par exemple, un programme visant à ériger des statues de Patrice Talon, président du Bénin, dans chaque ville et village du Bénin permettrait très certainement de créer des emplois, mais cela n'en fait pas une trouvaille raisonnable,

cela ne rendra pas le Bénin plus prospère. Alfred Sauvy, économiste français du 20^e siècle, a raconté une belle anecdote à propos d'un ministre français lors d'une visite de chantier. Le ministre, émerveillé par le travail des bulldozers, s'écrit : « Impressionnant, mais imaginez combien d'hommes on pourrait utiliser si à la place de ces machines, les travailleurs avaient des pelles ». Alfred Sauvy lui avait répondu malicieusement : « Monsieur le Ministre, imaginez s'ils avaient des petites cuillères ».

Ce ministre ne comprenait probablement rien à propos de la productivité qu'engendrent les améliorations techniques. Hélas, on peut regretter le fait qu'il existe encore, très probablement, des décideurs politiques à l'image de ce ministre. Le sophisme de la création d'emploi confond But et Moyen. Le travail est un moyen par lequel les hommes créent de la richesse. Mais le but de l'économie n'est pas de créer des emplois, c'est de créer de la richesse ; les emplois ne sont que la conséquence du processus de création de valeur. Je voudrais dire avec Adam Smith que le but de l'économie c'est l'abondance des choses pour tous. L'autre sophisme, celui de la machine maudite, est le corollaire du sophisme de la création d'emploi. La machine, avec un, cinq, dix ouvriers, effectue le travail qui en aurait nécessité autrefois cinquante, cent, mille. La digitalisation des services publics prive des milliers de personnes de travail. La robotisation des lignes de production dans les usines laisse plusieurs ouvriers sur le carreau. Tout cela est vrai. Mais, il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, pour reprendre le titre du traité d'économie politique de Frédéric Bastiat.

Supposons un entrepreneur possédant un atelier de fabrication de savons (je

ne prends pas cet exemple totalement au hasard ; mon père possédait une fabrique de savons). Imaginons que cet atelier adopte un robot permettant de fabriquer des savons avec deux fois moins de main-d'œuvre qu'auparavant. Ce qu'on voit, c'est la moitié du personnel qui sera viré : c'est la conséquence immédiate. Ce qu'on ne voit pas, c'est une série d'autres conséquences. D'abord, on peut imaginer que l'entrepreneur va produire des savons mieux fabriqués ou les mêmes savons qu'avant, mais à un coût réduit.

Dans les deux cas, la communauté gagne soit en pouvoir d'achat soit en produit de meilleure qualité. En cas de gain de pouvoir d'achat, le consommateur dispose désormais davantage de moyens à consacrer à d'autres biens et services. Ce faisant, il crée des emplois dans

d'autres secteurs de l'économie : c'est une première compensation sous forme d'emplois.

Ensuite, on peut raisonnablement imaginer que le robot introduit dans le processus de fabrication de savons a été lui aussi fabriqué et, pour cela, il a fallu trouver de la main-d'œuvre disponible : c'est une seconde compensation sous forme d'emplois. Enfin, l'entrepreneur a très probablement augmenté ses bénéfices (les salaires de la moitié du personnel sont économisés) ; ce qui est une bonne chose pour l'économie dans son ensemble, car cet entrepreneur dépensera désormais plus d'argent dans les loisirs ou les voyages ou épargnera plus d'argent.

Les prévisions alarmistes en matière d'impacts de la digitalisation sur l'emploi sont souvent excessives. En 2013, un

premier rapport de C. Frey et M. Osborne, chercheurs à l'université d'Oxford, avançait que, d'ici à une vingtaine d'années, environ la moitié des emplois américains seraient remplaçables par des robots intelligents.

L'OCDE affirmait, dans un de ses rapports en 2016, que « 14% des travailleurs de l'organisation court un risque élevé que leurs tâches actuelles soient automatisables au cours des 15 prochaines années ». Ce sont des inquiétudes vaines, car ce qui est important c'est la hausse de la productivité de l'économie dans son ensemble. Contre intuitivement, les pays ayant les plus faibles taux de chômage sont ceux qui ont le plus de robots par tête de travailleurs. Donc, plus de robots, c'est plus d'emplois et moins de chômage !



**PHOTOGRAPHIE
PROFESSIONNELLE**



TEL: 52 93 23 23 / 64 07 67 72







STUDIO - PUBLICITE - EVENEMENTIEL

E-MAG DE COMMUNICATION ET DE SOCIÉTÉ

#006/10/2021

KANU

s'accepter et découvrir



KANU VOTRE E.MAG MENSUEL

INFOLINE

+226 62 32 77 77

CONTACT@CSKCONSEILS.COM

RECEVEZ VOTRE E.MAG

Par mail en écrivant
contact@cskconseils.com

Par whatsapp
+226 62 32 77 77

Par téléchargement
page facebook : kanu.